

## **Considérations intempestives sur le Musée d'art et d'histoire.**

Dans l'éditorial du dernier bulletin des musées d'art et d'histoire, Cäsar Menz, plaidant pour le projet d'extension dû à Jean Nouvel, renvoie ses opposants à l'exemple de la verrière construite par Foster sur la cour intérieure du British Museum.

Répondre que n'est pas Foster qui veut passerait à côté du vrai problème: Cäsar Menz, en réalité, semble confondre le projet de Nouvel avec le cahier des charges de l'appel d'offres d'octobre 1998. Celui-ci, en effet, demandait aux candidats de remettre en valeur le musée (qualifié de plus bel exemple d'architecture beaux-arts à Genève parmi les édifices publics) dans le respect de son architecture extérieure *et intérieure*, de dégager à l'intérieur même de ses murs de nouvelles surfaces d'exposition et d'étudier la possibilité de couvrir la cour intérieure d'une verrière, tout en prévoyant un dispositif d'ouverture à la belle saison. Or Nouvel ne propose pas de la couvrir: il propose de la faire disparaître. Son projet aurait donc dû être rejeté d'emblée pour non-conformité au cahier des charges. Il fut au contraire choisi, mais pour des raisons passablement problématiques.

### ***Un projet problématique***

Il faut en effet manquer de toute expérience dans ce domaine ou abdiquer tout sens critique pour se laisser séduire par les images de synthèse qu'on nous montre ou convaincre par des affirmations qui tiennent du slogan publicitaire comme la transparence, cette vieille tarte à la crème. Mieux vaut ne pas insister non plus sur l'affirmation selon laquelle la «terrasse panoramique» (en fait un restaurant accessible à la seule clientèle) «requalifierait Genève comme une ville avec vue», pour reprendre les termes du rapport des experts en date du 16 août 2000.

Plus sérieusement, on invoque à juste titre l'urgence d'augmenter les surfaces d'exposition pour les collections permanentes; mais le gain serait mince en regard aussi bien des besoins du musée que du coût de l'opération. Ces nouvelles surfaces, de plus, offriraient des conditions peu favorables: absence de lumière naturelle et grands plateaux indifférenciés comme la mode en a sévi voilà trente ou quarante ans au nom de la flexibilité (autre tarte à la crème de l'architecture moderne), mais dont les inconvénients muséographiques sont aujourd'hui bien connus ... sauf de certains architectes formés à cette époque. Quant à l'afflux de visiteurs que provoquerait une prestigieuse réalisation architecturale, il est illusoire. Sans même insister sur le caractère éphémère de son attrait, l'annexe projetée n'aurait pas l'aspect spectaculaire du musée de Bilbao ni du Musée Guggenheim à New York : de l'extérieur, on ne percevrait que le restaurant posé comme un vaisseau spatial sur les toitures anciennes; à l'intérieur, on ne verrait rien, si ce n'est, à travers les parois vitrées de l'annexe, des fragments des façades de Camoletti sur la cour – façades qui n'en seraient certainement pas mieux mises en valeur, contrairement à ce qu'affirme avec une parfaite impudence le texte de présentation du projet. Autant dire que le succès espéré de l'entreprise risque de ne pas être au rendez-vous et que ce n'est pas ainsi que Genève conservera son statut de ville internationale.

### ***Un lourd prix à payer***

Le prix à payer pour des avantages aussi minces serait lourd. Outre la disparition d'un espace, la cour intérieure, qui, bien aménagée, ferait les délices des visiteurs, et sans même parler de l'atteinte définitivement portée à un chef d'œuvre d'architecture qu'il conviendrait au contraire de restaurer avec le plus grand respect, comme Cäsar Menz semblait d'ailleurs le désirer il y a dix ans et comme a été restauré le Kunsthhaus de Zürich (grâce à un mécénat autrement plus responsable et mieux informé

que celui de Genève), le système de circulation et d'éclairage conçu par Camoletti, d'une exemplaire fonctionnalité, serait en grande partie perturbé, les espaces qui prennent jour sur la cour intérieure étant alors défigurés et condamnés à la lumière artificielle. Par ailleurs, le prestige dont jouit actuellement Nouvel semble aveugler ses partisans sur le coût de fonctionnement et d'entretien de l'extension qu'il propose. À cela s'ajoute une crainte légitime et que ne justifie que trop l'histoire de l'architecture récente telle qu'on se garde bien de l'écrire: personne n'est en mesure de prévoir précisément comment réagirait le bâtiment de Camoletti et s'il ne faudrait pas faire face plus tôt que prévu à de graves désordres.

### ***Une solution de bon sens, si Genève n'était pas Clochemerle***

De quelque point de vue que l'on se place, donc, le projet offre des avantages douteux pour des inconvénients bien réels. Il existe pourtant une autre solution, techniquement, sinon politiquement beaucoup plus simple: l'annexion du bâtiment construit en 1904 pour abriter l'École des beaux-arts, aujourd'hui totalement inadapté à sa fonction et qui devrait être désaffecté lorsque sera construit pour la Haute École d'art et de design le campus qu'exigent les enseignements qu'elle dispense. Il assurerait la liaison avec le Cabinet des estampes, offrirait d'importantes surfaces d'exposition bien adaptées (le dernier étage dispose même d'un éclairage zénithal) et sa reconversion pourrait être menée indépendamment de la restauration du musée, permettant ainsi de disposer en permanence d'un certain nombre de salles pendant les travaux – alors que la construction de l'annexe projetée par Nouvel exigerait la fermeture de celui-ci pendant plusieurs années.

On a dit que cette solution relevait de la plus pure utopie. Mais aucun obstacle technique ne s'y oppose, ni aucun autre argument sérieux que l'absence de volonté politique. Serait-il donc utopique de croire que les relations entre l'État et la Ville puissent un jour s'inspirer d'un autre exemple que de celui de Clochemerle ?

Pierre Vaisse